

SOMMAIRE

Page 1

Pédagogie de la répétition.
Anvers se prépare au Brexit.

Page 2

Marie Dupuis-Courtes.
Rouen céréales.

Page 3

24 M€ pour le Vexin Normand.
Les indicateurs de précarité.

Page 4

La CGT Normandie est inquiète.
Les investissements.

Anvers se prépare au Brexit.

Pour transformer la menace du Brexit en opportunité, l'autorité portuaire d'Anvers vient de nommer un "représentant spécial" pour le Royaume-Uni et l'Irlande.

- Il s'agit de Justin Atkin, un expert du transport et de la logistique, qui habite au nord de l'Angleterre. Dès à présent, il est les yeux et les oreilles du Port d'Anvers afin que celui-ci reste le partenaire naturel du Royaume-Uni, face à la concurrence des ports normands.

- Un groupe de travail élargi a, par ailleurs, été mis en place pour mobiliser toutes les parties prenantes portuaires anversoises ; des déplacements à Londres et à Birmingham sont déjà programmés.

Commentaire : on le voit, le port d'Anvers est offensif ; il faut dire qu'il traite chaque année près de 15 Mt de fret avec le Royaume-Uni ; question : quelle sera la réponse d'Haropa ?

La task force normande.

Pendant ce temps-là, la Région se félicite de la création d'une "task force" normande à Bruxelles dont les membres ont rencontré des représentants de la Commission Européenne en juin 2017. C'est bien, mais après ? Il n'est pas sûr que notre action de lobbying soit suffisante.

Pédagogie de la répétition

• Hervé Morin fait pression.

10 mois après les avoir présentées à Port-Jérôme-sur-Seine, Hervé Morin vient de faire un premier point d'étape sur les orientations de sa politique maritime et portuaire. Il s'est exprimé, le 18 septembre à Rouen, devant 150 élus et professionnels.

- Pas de grandes annonces. Il s'est contenté de réaffirmer l'importance de la Normandie comme place maritime, logistique et portuaire d'envergure mondiale et sa volonté "de régler tous les problèmes sans solutions depuis des décennies". Vaste programme ! Un programme dont il a rappelé les grands axes : la gouvernance simplifiée des ports, la structuration du foncier économique, la création de "zones économiques spéciales", l'accélération de la réalisation des grandes infrastructures, le développement de la formation et de la recherche en logistique, le renforcement des coopérations avec l'Île-de-France. Ici, sa pédagogie est celle de la répétition.

Mon commentaire : en réalité, Hervé Morin a organisé cette manifestation pour faire pression sur l'État qui s'exprimera en novembre prochain sur sa propre politique portuaire. Les intervenants du 18 septembre l'ont bien aidé : "nous apprécions la mobilisation de la Région, a dit Alain Verna, le président de LSN, en revanche, c'est l'engagement de l'État qui fait encore largement défaut..." Directeur de Bolloré Europe, Henri Le Gouis se félicite aussi "de l'impulsion de la Région" et attend qu'on fasse sauter le verrou ferroviaire normand.

• Le port unique, "c'est chez nous !"

Quelques messages du président :

- À propos de la gouvernance des ports, Hervé Morin pense, comme beaucoup, que l'État va purement et simplement fusionner les ports du Havre, de Rouen et de Paris, et que la place de la Région, dans le nouveau pilotage, ne sera pas beaucoup plus importante. Il le regrette évidemment. Toutefois, à propos de la future autorité portuaire, il va se battre pour qu'elle soit "chez nous, au Havre ou à Rouen", avant d'ajouter "si elle est à Paris (comprenez à deux pas de Bercy), ce sera mauvais pour la Normandie".

- À propos de la LNPN, si la réalisation confirmée de Paris-Mantes est une bonne nouvelle, il est déçu par le tronçonnage du projet : "Le Havre et Caen ne seront pas desservis avant très longtemps, je ne serai plus là pour voir ça". Résigné ? Pas vraiment : "mon combat d'aujourd'hui, c'est la réalisation de la nouvelle gare de Rouen, je veux qu'elle soit prise en compte dans la loi de programmation des infrastructures, je me suis rapproché du président de la Métropole pour mener la bataille..."

- Enfin, à propos de la châtière, il réaffirme sa volonté de la financer mais s'inquiète de la lenteur de l'État qui doit porter le dossier devant la Commission européenne : "il doit être remis le 25 octobre, dernier délai !" Il n'y a pas de temps à perdre, au mieux la châtière fonctionnera en 2026.

PNA-Haropa : quelle alliance ?

Le 18 septembre, tout le monde a souligné l'indispensable complémentarité des ports d'Haropa et de PNA. C'est politiquement correct.

- Mais quelles sont ces complémentarités et comment les organiser ? Pendant les débats sur la politique maritime et portuaire de la Région, personne n'a su le dire.

Commentaire : directeur de PNA (qui accueillera le port de Dieppe, le 1^{er} janvier), Philippe Deiss va devoir bâtir un discours convaincant sur les complémentarités. À défaut, les ports de Dieppe, Caen et Cherbourg seront toujours regardés comme des ports secondaires, limités au transmanche.

Rouen, capitale des céréales.

Les 25 et 26 octobre prochains, Rouen accueillera la 58^e édition de la Bourse de Commerce Européenne, au parc des Expositions.

- Venus du monde entier, 2 500 acteurs de la filière des grains seront présents : des coopératives, des négociants, des semenciers, des industriels, des consignataires et des manutentionnaires.

- Avec un trafic de 7 Mt pendant la campagne 2017-2018, "le port de Rouen est une place qui compte dans le commerce mondial des céréales, rappelle Stéphane Ménard, président de la Bourse de Commerce de Rouen, il est le premier port céréalier de l'Europe de l'Ouest et un des premiers ports mondiaux pour l'exportation de blé..." Bref, "le business du grain, on connaît."

À noter : c'est la seconde fois en 25 ans que Rouen accueille cet événement.

Coopérations interrégionales.

Positif : les Régions Normandie et Hauts de France ont décidé de mutualiser leurs dispositifs d'orientation et de formation professionnelle afin de répondre aux besoins en emploi de l'industrie du verre au sein du territoire de la vallée de la Bresle.

Depuis la création des grandes Régions, les coopérations interrégionales ont fortement diminué. C'est dommage. Par exemple, on ne parle plus de l'Arc Manche qui rapprochait la Bretagne, les deux Normandie, la Picardie et le Nord-Pas de Calais.

Commentaire : le président se félicite du déblocage du Contournement de Rouen : "les travaux vont commencer en 2021, pas mal pour un dossier ouvert en 1972 ! La Région a pris les choses en main, avec la Métropole et le Département de la Seine-Maritime ; avec le Département de l'Eure, ça a été plus compliqué puisque son ancien président (NDLR - Sébastien Lecornu) a toujours dit que le contournement n'était qu'une grosse route de Rouen".

L'exploratrice Marie Dupuis-Courtes

Les nouveaux chemins de l'apprentissage régional.

Tandis qu'Hervé Morin multiplie ses critiques contre la réforme de l'apprentissage et que son vice-président David Margueritte se cherche un autre dossier pour exister, Marie Dupuis-Courtes prépare l'inauguration de son nouveau CFA du bâtiment, le 23 novembre, au Technopôle du Madrillet (76).

- L'établissement vient d'accueillir ses premiers apprentis ; 1 350 sont attendus à terme ; ils seront préparés aux métiers futurs du BTP, notamment dans les domaines de l'énergie et du numérique. L'investissement a été important : 33 M€, financés par le PIA, la profession et la Région.

Madame "Apprentissage BTP"

- Marie Dupuis-Courtes n'est pas n'importe qui. Depuis 2007, elle dirige la Maison Dupuis, l'entreprise familiale de couverture charpente et maçonnerie, fondée par son père à Cailly (76). L'an dernier, elle est devenue membre du comité exécutif de la puissante Fédération Française du Bâtiment et ses compétences en matière d'apprentissage ont été rapidement reconnues. Il faut dire qu'elle est présidente de l'association "Bâtiment CFA Normandie" qui regroupe désormais les 7 CFA régionaux du bâtiment ; le pilotage d'un tel rapprochement n'est pas évident, mais c'est là, sur le terrain, au contact des entreprises, des jeunes et des partenaires publics, qu'elle trouve l'énergie et les idées pour avancer.

- L'inauguration du 23 novembre sera l'occasion de faire le point sur la nouvelle politique d'apprentissage du BTP. Quand on lui parle de la réforme, elle est pragmatique "la loi a été votée, on doit s'adapter". Elle n'est pas d'accord avec Hervé Morin quand il dit que "les acteurs privés de l'apprentissage vont désertier les territoires les moins peuplés pour se concentrer sur les agglomérations". Elle lui répond : "nos entreprises sont partout, nos futurs apprentis aussi, ma mission est donc de maintenir et de développer les 7 CFA de Normandie ; pour réussir, la proximité est une nécessité..."

Et pendant ce temps-là...

• L'équipe de France de l'export.

Comme prévu, Jean-Yves Le Drian est venu à Caen assister à la signature du partenariat entre Business France, l'Agence de Développement de la Normandie, la CCI régionale et les services de l'État.

Les partenaires ont décidé de partager leur expertise et de mutualiser leurs moyens afin de simplifier les démarches des entreprises à l'international dans le cadre du programme "Team France Export", présenté par le Premier Ministre le 23 février dernier et qui se décline en Normandie par la mise en place pilote, depuis le 18 janvier dernier, d'un guichet unique : l'Accélérateur Xport.

À noter : le bilan à six mois de ce dispositif est encourageant : 125 entreprises ont été "accélérées" dont 52% ne sont pas des "exportateurs confirmés".

• Link lève 50 M€ pour financer son développement.

Créé en 2016 par le groupe normand Altitude, Link, le nouvel opérateur télécom national BtoB, vient de lever 50 M€ pour consolider son développement dans les 3 ans. Les banques participantes : Crédit Agricole Normandie- Seine, Banque CIC Nord-Ouest, Caisse d'Épargne Normandie et La Banque Postale.

Objectif : 100 M€ de CA en 2021 grâce à la structuration d'un réseau dense, l'envolée de Link est rapide.

Emmanuel Darcissac.

Emmanuel Darcissac, le successeur de Joaquim Pueyo à la mairie d'Alençon, peut-être satisfait : sa ville est bien gérée.

- C'est ce qu'on comprend à la lecture du dernier rapport d'observation de la Chambre régionale des comptes (CRC) qui indique que son taux d'épargne est élevé, son endettement limité et qu'elle peut financer ses investissements sans problème.
- Derrière ce bilan positif, la CRC pointe toutefois une difficulté : la démographie est vieillissante, la population décroît, et le nombre d'emplois baisse. Rappelons que la ville compte 26 000 habitants.
- L'impact est déjà visible sur la fréquentation des écoles publiques, les effectifs ont diminué de 4,2 % entre 2013 et 2016, c'est une source de déséquilibres.

Commentaire : Alençon illustre le défi démographique de l'Orne qui est seul le département français à connaître un solde naturel et un solde migratoire négatifs. En début d'année, les élus se sont émus de cette situation mais, derrière leur émotion, leurs capacités d'action sont limitées.

Les indicateurs de précarité.

En prenant en compte les conjoints, les enfants et les éventuelles autres personnes à charge, l'INSEE Normandie évalue à 278 900 le nombre de Normands "couverts" par la prime d'attractivité.

- 278 900, c'est presque la population du département de l'Orne, c'est un indicateur de précarité puisque la prime d'activité remplace le RSA et la prime pour l'emploi.
- C'est dans les départements du Calvados et de l'Orne que l'augmentation du nombre d'allocataires est la plus importante.
- L'étude de l'INSEE apporte aussi une autre information ; le nombre de bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés augmente aussi fortement, il s'établit à plus de 64 000 aujourd'hui, en hausse de 3,8%.

Conclusion des auteurs de l'étude, quelle que soit l'aide concernée, le montant versé par allocataire est en moyenne plus élevé en Normandie qu'en France métropolitaine.

Oui, mais comment faire ?

En juin dernier, c'était à Coutances, Marie Dupuis-Courtes a défini avec ses équipes "le plan stratégique 2018/2021" de Bâtiment CFA Normandie. Principal objectif : accroître le nombre des apprentis. *"Aujourd'hui, nous en accueillons 4 200, notre point d'équilibre est à 5 000, nous en voulons 6 000 dans les trois ans..."*

- Début octobre, elle va réunir les 305 collaborateurs des 7 CFA pour leur présenter sa stratégie. *"Il faut aller au contact des entreprises, leur dira-t-elle en substance, 80% ne forment pas d'apprentis et trop de dirigeants confondent encore l'apprentissage et l'intérim."* Changement d'état d'esprit, changement de comportement...

Concrètement, le plan prévoit :

- La création d'un service commercial régional avec à sa tête Magali Girault. Une équipe de 5 commerciaux *"iront désormais au contact"*.
- Le recrutement d'un ingénieur en formation qui devra cerner les besoins des entreprises en temps réel pour adapter l'offre à la demande de façon agile et réactive. *"Nous devons être plus rapides, ajoute Marie Dupuis-Courtes, nous devons penser notre organisation en fonction du client..."*
- La modularisation des contenus est une autre priorité, l'ensemble des formateurs devra y être formé.
- On le voit, les CFA du bâtiment sont en train de changer de posture ; c'est la fin des "ronrons" et de vieilles habitudes, ils passent à l'offensive en offrant *"un bouquet de services mieux adaptés"*. Le pari est difficile, *"mais on ne va pas rester les bras croisés comme des spectateurs"*. La présidente garde notamment un œil attentif sur les CFA "qui posent question", comme celui d'Alençon qui est trop grand pour son nombre d'apprentis. *"Nous allons bien sûr essayer d'en accueillir davantage, mais nous réfléchissons aussi à la mutualisons de nos locaux disponibles avec d'autres partenaires. Ce serait une solution intelligente, un jeu gagnant/gagnant, c'est compliqué, mais on va y arriver..."* L'objectif est bien sûr de garder la proximité, *"ma mission est de maintenir et de développer les 7 CFA de Normandie..."* Cap sur les 6 000 !

Mon commentaire : ce repositionnement préfigure l'évolution générale de tous les CFA de tous les corps de métier ; Marie Dupuis-Courtes cherche à concilier les intérêts des entreprises, des jeunes et des territoires de Normandie ; elle est une exploratrice qui mérite d'être suivie.

L'écho des Intercos...

• 27,4 M€ pour le Vexin Normand.

Sur les 72 (théoriquement) prévus, c'est le 27^e de la Région. Hervé Morin, Pascal Lehongre et Perrine Forzy (la présidente de l'EPCI) viennent de signer le contrat de territoire 2018-2021 du Vexin Normand.

- Dans l'Eure, Le Vexin Normand regroupe 39 communes et 33 000 habitants, autour de deux pôles Gisors et Etrépagny ; c'est un territoire péri-urbain, au carrefour de la Normandie, de l'Île-de-France et des Hauts-de-France, mais éloigné des grands axes routiers et ferrés.
- Le contrat dans son ensemble représente un coût total d'investissement de 27,4 M€. La Région soutient 13 projets pour un montant de 2,79 M€, le Département de l'Eure 21 projets pour 4,9 M€. Les collectivités locales du territoire et autres maîtres d'ouvrage s'engagent pour 9,73 M€.
- Parmi les projets financés, retenons l'extension de la ZI de Gisors, l'extension de la ZAC de la Porte-Rouge à Etrépagny, plusieurs chantiers de restauration du château de Gisors, la création d'une véloroute entre Gisors et Lyons-la-Forêt.

Mon commentaire : curieusement, les enjeux de mobilité, si importants (pour Gisors notamment), n'apparaissent pas dans ce contrat. Résultat : on a l'impression que l'essentiel est oublié.

Les 50 ans de l'EPF Normandie.

Présidé par Sébastien Lecornu, l'EPF Normandie fêtera ses 50 ans, le 28 septembre, au Carré des Docks au Havre. Une occasion de zoomer sur son action foncière au service du développement régional.

On peut résumer cette action de la façon suivante :

"Tu es un élu normand sérieux, dynamique et responsable. Tu as un beau projet pour ta collectivité, mais il est difficile à réaliser. Vite, appelle ton partenaire EPF Normandie ! Il est accueillant, compétent, riche et pas cher. Que tu sois gros ou petit, il te facilitera la vie !"

Les 1300 nouveaux de l'EMN.

Après deux rentrées record en 2016 et en 2017, l'EM Normandie connaît une nouvelle augmentation de ses effectifs avec 1 300 nouveaux étudiants (+6%). Au total, près de 4 000 étudiants sont formés par la business school sur ses différents campus.

Rappelons que l'EMN s'affirme de plus en plus comme l'école de management de référence de nombreux responsables normands : Joël Bruneau, Luc Lemonnier et Hervé Morin saluent son action, c'est une appropriation positive.



Vous voulez vous abonner ?

C'est très simple, contactez :

Béatrice Tierce au 02 32 49 26 44

beatrice.tierce@wanadoo.fr

14, rue de l'Argillière - 27910 Les Hogues

Abt : 250 € TTC/an pour 44 n° (TVA 2,1%)

La CHRONIQUE
de Normandie
Récits des hauts faits, projets, humeurs et ambitions des responsables de la Région

Lettre hebdomadaire éditée par :

Chroniques et Actions

14, rue de l'Argillière, 27910 Les Hogues
Tél. 02 32 49 33 21 - 06 11 10 81 22

N° CPPAP : 1008 | 88511 - ISSN 2117-9743

Impression : Chroniques et Actions

Directeur de la publication :

Bertrand Tierce

Rédacteur en chef :

Bertrand Tierce

Abonnement : 250 € TTC/an pour 44 n°
(TVA 2,1%)

Chroniques et Actions

SAS au capital de 8 000 Euros
SIRET : 488 406 752 00011 • RCS Evreux

Signal d'alarme.

Ports, industrie, recherche, la CGT Normandie s'inquiète.

Pour Lionel Lerogeron, le secrétaire général de la CGT Normandie, les sources d'inquiétudes sont nombreuses dans la région.

Six exemples le démontrent :

- La rupture du contrat signé entre Les Maîtres Laitiers du Cotentin et la société chinoise Synutra fragilise les producteurs laitiers normands et remet en cause l'existence de l'unité de production de briquettes de lait infantile de Méautis (50). Commandes plus faibles que prévu, impayés répétés : la désillusion est grande. *"Qui sont les actionnaires de Synutra, s'interroge la CGT, qui se cache derrière la holding du groupe ?"*
- L'abandon de la construction d'hydroliennes par Naval Énergies, malgré une usine toute neuve à Cherbourg. La CGT ne renonce pas, *"nous portons toujours nos projets pour construire des hydroliennes en Normandie, dit Lionel Lerogeron, et produire de l'électricité au Raz-Blanchard..."*
- Pour la confédération, toujours "pro-nucléaire", les difficultés de l'EPR de Flamanville s'expliquent principalement par la perte des savoir-faire collectifs après l'arrêt des grands chantiers depuis 30 ans. Elle réclame donc la construction rapide d'un nouvel EPR à Penly.
- À propos des ports, Lionel Lerogeron pointe les risques de marginalisation de la façade normande après le Brexit. Comme beaucoup, il dénonce le projet de la Commission Européenne d'exclure Cherbourg des futures routes maritimes entre le continent et l'Irlande.
- Il plaide aussi pour la défense et la revitalisation de la filière "bois/papier" de l'axe Seine (des investissements importants sont nécessaires...), le 21 novembre prochain, la célébration des 90 ans de l'usine Chapelle Darblay à Rouen sera l'occasion de faire le point : *"Philippe Martinez sera présent..."*
- Dernier dossier enfin, le projet de fusion des trois universités de Rouen, la CGT s'en méfie, "il s'inscrit dans une logique de concentration des moyens, les grands groupes cherchent à capter les résultats de la recherche", sans compter qu'une telle fusion aura des conséquences sur la vie des étudiants et des personnels.

Mon commentaire : si beaucoup d'organisations syndicales sont aujourd'hui silencieuses, la CGT Normandie s'exprime et aborde ici de vraies difficultés et appréhensions. Oui, mais après ? Là est la question.

Et pendant ce temps-là...

• Diamond voit plus grand à Lisieux (14).

L'entreprise Diamond (fabrication de caillebotis métalliques) a décidé d'acquérir un terrain de 6 ha à Lisieux (là où elle domiciliée) pour agrandir sa zone de stockage et optimiser sa production. Elle voit grand, elle prépare l'avenir, coût de l'opération : 10 M€.

• Argentan : la nouvelle usine de SLB.

Créé en 1991 à Torigny-les-Ville (50) par Stéphane Ledentu, le groupe SLB va inaugurer un nouveau site de production à Argentan, le 28 septembre. Cette usine produira du charbon végétal pour les produits Terra Fertilis qui visent à nourrir et protéger les plantes et à stimuler leurs processus naturels.

Présent en Roumanie et au Brésil, SLB est un gestionnaire durable de forêts pour le compte d'investisseurs (sociétés et particuliers).

• Olvea Green Technologies à Fécamp (76).

C'est bon pour le bassin d'emploi de Fécamp, le groupe Olvea vient d'inaugurer sa propre usine d'éco-raffinage sur son site de Saint-Léonard. Olvea Green Technologies représente un investissement de 30 M€, soutenu par les collectivités ; équipée de 2 lignes de raffinage, d'une capacité journalière de 100 tonnes, c'est l'une des premières raffineries vertes, éco-conçues d'Europe.